

UN  
1953

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE

T/COM.6 et 7 /L.13  
Le 7 août 1953  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DU SECRETAIRE GENERAL DU "TOGOLAND CONGRESS"

CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE ET LE TOGO  
SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du  
règlement intérieur du Conseil de tutelle).

The National Headquarters  
Togoland Congress,  
P.O.Box 65,  
HCHOE Territoire sous tutelle  
du Togo sous administration  
britannique  
le 28 juillet, 1953

Au Secrétaire général,  
de l'Organisation des Nations Unies  
NEW-YORK (Etats-Unis)

#### UNIFICATION DU TOGO

Monsieur le Secrétaire général,

Le Président du 'Togoland Congress' of Natural Rulers and people m'a chargé de faire parvenir, par votre intermédiaire, la pétition ci-jointe à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale pour examen et pour décision.

En même temps, j'ai été chargé de vous informer que les Togolais ont désigné M. Théodore O. Asare, avocat et conseiller juridique, 101 West, 125th Street, New-York 27 (New-York), pour les représenter aux Nations Unies<sup>1/</sup> et défendre oralement leur pétition lorsque la Quatrième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies s'en saisira.

C'est pourquoi, je vous prie, Monsieur le Secrétaire Général, de bien vouloir notifier audit conseiller juridique la date à laquelle la question sera examinée. Cette requête, qui est faite en toute bonne foi, est due au fait, qu'en raison des difficultés financières qu'ils rencontrent, les pétitionnaires ne sont pas en mesure d'envoyer des représentants à New-York. D'autre part, la question de l'unification du Togo est devenue si complexe, qu'elle exige les services compétents d'un conseiller juridique.

---

<sup>1/</sup> Note du Secrétariat : voir T/COM.6/L.21.

Nous attendons avec espoir le moment où l'Assemblée discutera la présente pétition, pour voir régner l'esprit de loyauté et de justice qui constitue un des objectifs fondamentaux visés par la Charte des Nations Unies.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous faire connaître la suite qui aura été donnée à notre demande.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma très haute considération.

Pour le Secrétaire général  
du Togoland Congress

(signé) A.K. ODAM

Copie à :

M. Théodore O. Asare,  
Avocat et Conseiller juridique  
101 West 125th Street,  
New-York 27, (New-York) (pour information)

PETITION, ADRESSEE PAR LE "TOGOLAND CONGRESS" ET PAR DES CHEFS  
AFRICAINS ET DES REPRESENTANTS DE DIVERS PARTIS POLITIQUES ET  
DES ORGANISMES LEGAUX DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TOGO,

A

L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES A NEW-YORK,  
(ETATS-UNIS D'AMERIQUE)

Messieurs,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre examen la pétition ci-après, pour laquelle nous vous prions de nous accorder votre aide immédiate.

1. Tous les pétitionnaires, simples habitants ou chefs, résident dans le Territoire sous tutelle du Togo sous administration britannique. Aucun d'entre eux n'est affilié à une organisation quelconque extérieure au Territoire sous tutelle, ni soumis au contrôle, à l'influence ou aux ordres d'une telle organisation; aucun d'entre eux n'a le moindre lien avec une organisation de ce genre.
2. Les pétitionnaires désirent respectueusement affirmer leur confiance inébranlable en l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'Organisation mondiale qui se consacre à la défense de la paix, de la loi, de l'ordre, de la justice et de l'équité parmi toutes les nations, grandes et petites, et sans distinction de race ou de puissance.
3. Les pétitionnaires ont à se plaindre de la Grande-Bretagne et de la France, Autorités chargées de l'administration des deux Territoires sous tutelle du Togo, et déclarent :
  - A. Que la Grande Bretagne et la France ont violé les principes essentiels de la Charte des Nations Unies et des Accords de Tutelle et ne cessent de les violer au détriment des droits fondamentaux des populations des Territoires sous tutelle, présentes et à venir.

B. Que le Conseil de tutelle et la deuxième Mission de visite n'ont pas rempli, et peut-être ont refusé de remplir, leurs devoirs et obligations envers la population des Territoires sous tutelle, définis par la Charte des Nations Unies et les Accords de Tutelle, et ont adopté, de concert avec les Autorités chargées de l'administration, une politique soigneusement élaborée et concertée en vue de réduire à néant les garanties fondamentales, les droits essentiels et la protection qui sont accordés par la Charte des Nations Unies aux Territoires sous tutelle.

A l'appui de ces affirmations, les pétitionnaires présentent :

#### UN EXPOSE DES FAITS

Les pétitionnaires sont des habitants des Territoires sous tutelle du Togo. Ce territoire est une ancienne colonie allemande, qui était autrefois entièrement administrée par le Gouvernement allemand. A la suite de sa défaite lors de la première guerre mondiale, l'Allemagne a été dépossédée de sa colonie.

En vertu de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, un régime de mandats a été instauré; les anciennes colonies allemandes ont été cédées au Royaume-Uni et à la France, Puissances alliées qui possédaient des territoires adjacents.

En vertu de ce régime de mandats, la totalité du Togo allemand a été divisée et attribuée aux deux Puissances alliées victorieuses, afin qu'elles administrent ce territoire, sous réserve des dispositions du Pacte de la Société des Nations, et, plus particulièrement, de l'Article 22 dudit Pacte.

Le paragraphe premier dudit article porte : "Les principes suivants s'appliquent aux colonies et territoires qui, à la suite de la guerre, ont cessé d'être sous la souveraineté des Etats qui les gouvernaient précédemment et qui sont habités par des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne. Le bien-être et le développement de ces peuples forment une mission sacrée de civilisation, et il convient d'incorporer dans le présent Pacte des garanties pour l'accomplissement de cette mission."

Le paragraphe 2 définit cette mission comme suit : "La meilleure méthode de réaliser pratiquement ce principe est de confier la tutelle de ces peuples aux nations développées qui, en raison de leurs ressources, de leur expérience ou de leur position géographique, sont le mieux à même d'assumer cette responsabilité et qui consentent à l'accepter : elles exerceraient cette tutelle en qualité de Mandataires et au nom de la Société."

Le paragraphe 3 stipule en outre que le caractère du mandat doit différer suivant le degré de développement du peuple, la situation géographique du territoire, ses conditions économiques et toutes autres circonstances analogues.

Le paragraphe 4 reconnaît le fait que certaines communautés qui devraient normalement être soumises au régime du mandat ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à la condition que les conseils et l'aide du mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. Le même paragraphe reconnaît également que les vœux de ces communautés doivent être pris d'abord en considération pour le choix du Mandataire.

Le paragraphe 5 exprime en ces termes un principe d'une grande importance : "Le degré de développement où se trouvent d'autres peuples, spécialement ceux de l'Afrique centrale, exige que le Mandataire y assume l'administration du territoire à des conditions qui... garantiront la liberté de conscience et de religion sans autres limitations que celles que peut imposer le maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs..." Ce paragraphe pose également en principe que les autres membres de la société devaient bénéficier de conditions d'égalité pour les échanges et le commerce.

Après la Deuxième guerre mondiale la double administration britannique et française a continué à s'exercer sur un Togo divisé, et un régime international de Tutelle a été créé en vertu de la Charte des Nations Unies signée à San Francisco le 26 juin 1945.

Les problèmes qui ont surgi à la suite de la Deuxième guerre mondiale ont aggravé considérablement les conditions économiques, sociales et politiques dues à l'existence de la frontière qui sépare les deux parties du Togo. Les règlements monétaires, le contrôle des changes, les barrières douanières et les entraves à la circulation imposées par le système des passeports, tout a rendu les contacts entre les deux territoires extrêmement difficiles. Ces difficultés ont encore augmenté depuis 1947.

Quand l'enseignement a commencé à se développer et que les institutions politiques ont pris forme sous l'influence directe de la doctrine et des méthodes politiques de la France et du Royaume-Uni - la plupart d'entre elles se sont révélées différentes de ce qui avait d'abord été annoncé - il est devenu évident pour les deux groupes de la population, que si l'application de ces méthodes était poursuivie, elle aboutirait finalement à l'absorption complète des deux Territoires sous tutelle par la Grande-Bretagne et la France qui en feraient des colonies.

Ayant conscience de cette possibilité, les chefs du Togo britannique et du Togo français cherchent à réaliser l'unification des deux régions, et à faire du Togo ce qu'il était à l'origine : un seul pays et un seul groupe culturel.

A cet effet, plusieurs pétitions et plusieurs délégations ont été envoyées à l'Organisation des Nations Unies pour formuler cette demande d'unification. Ces pétitions et ces envois de délégations étaient tous conformes à la Charte des Nations Unies et aux Accords de Tutelle.

Après examen de la première pétition, le Conseil de tutelle a conclu que cette demande d'unification représentait effectivement le vœu de la majorité de la population et une Mission a été envoyée au Togo pour faire une étude sur place. La tâche qui lui était assignée était d'examiner tout particulièrement les problèmes exposés dans la pétition, ainsi que la mise en oeuvre des mesures destinées à faire face à ces problèmes.

La première Mission de visite du Conseil de tutelle est arrivée au Togo le 30 novembre 1949 et l'a quitté le 16 décembre 1949. Elle a consigné ses observations dans un rapport daté de février 1950. La Mission de visite est

parvenue à cette conclusion que la demande d'unification exprimée par la population est loin d'être uniquement un problème de frontières qu'une série de mesures économiques et sociales peuvent faire oublier : elle constitue un problème politique capital car elle exprime l'aspiration naturelle d'un peuple actuellement divisé vers son unification. Le paragraphe qui termine ce rapport concluait prudemment : "Au moment de conclure, la Mission estime de son devoir de souligner que le problème se pose maintenant avec force, sous la forme de l'existence d'un mouvement nationaliste , il faut en rechercher d'urgence la solution dans l'intérêt de la paix et de la stabilité dans cette partie du monde".

Les observations de la première Mission de visite du Conseil de tutelle présentaient le tableau véridique et sans retouche de la situation au Togo et le désir d'unification du peuple. La suite des événements montre que ces observations n'étaient pas du goût des Autorités chargées de l'administration.

C'est pourquoi les Autorités chargées de l'Administration ont décidé de se débarrasser du problème du Togo par les procédés ordinaires des puissances coloniales la répression, l'oppression, le règne de la terreur et la méthode qui consiste à "diviser pour régner". Ainsi en excitant les Africains contre les Africains, ils ont essayé d'écraser un mouvement qui avait son origine dans les dispositions mêmes de la Charte des Nations Unies et des Accords de Tutelle dont ils étaient signataires. Ils ont assumé la responsabilité de ce manquement indirect aux devoirs sacrés, internationaux, légaux et moraux.

LA CHARTE DES NATIONS UNIES A PREVU L'EVOLUTION PROGRESSIVE DES  
POPULATIONS DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE VERS LA CAPACITE  
A S'ADMINISTRER ELLES-MEMES OU L'INDEPENDANCE, OU LES DEUX

La Charte des Nations Unies a établi le Régime de tutelle et doté les territoires placés sous ce régime d'un statut international particulier et bien défini. Elle a déclaré que les Territoires sous tutelle et les peuples de ces territoires constituaient un dépôt sacré remis en garde à la civilisation, et que, dans chaque cas, un accord désignerait l'autorité chargée de l'administration du territoire sous tutelle au nom des Nations Unies.



Les pouvoirs et fonctions des Autorités chargées de l'administration sont limités et définis par la Charte des Nations Unies et par les Accords de tutelle. La conception fondamentale qui a présidé à la création du régime international de tutelle, consistait à ne pas considérer les régions considérées comme un "butin", destiné à être réparti, à titre de dépouilles de guerre, entre les Etats vainqueurs. L'historique des débats et des activités qui ont abouti à l'élaboration de la Charte des Nations Unies démontre clairement que, dans l'esprit de ce document, les Territoires sous tutelle n'ont jamais été destinés à devenir les possessions coloniales des Autorités chargées de l'Administration - point de vue qui se trouve confirmé par la Charte de l'Atlantique - déclaration publiée solidairement par le Président Franklin D. Roosevelt et par Winston Churchill, Premier Ministre de Grande-Bretagne, relative aux buts de la paix (août 1941).

1. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne recherchent aucun agrandissement, territorial ou autre .

2. Ils désirent ne voir aucun changement territorial qui ne soit pas conforme aux vœux des peuples intéressés .

3. Ils respectent le droit de tous les peuples de choisir la forme des gouvernements sous lesquels ils doivent vivre ; et ils désirent voir restaurer les droits souverains et l'autonomie à ceux qui en ont été privés.

4. Après la destruction de la tyrannie nazie, ils espèrent voir s'établir une paix qui fournira à toutes les nations les moyens de demeurer en sûreté dans leurs propres frontières et qui donnera l'assurance que tous les hommes, dans tous les pays, pourront vivre libérés de la crainte et du besoin.

Le régime international de tutelle est fondé sur le principe du trust analogue à celui du fidéicommiss. Les déclarations qui l'ont précédé indiquent que, les habitants de ces régions n'étant pas encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne, il sera fait application du principe selon lequel le bien-être et le développement de ces peuples forment une mission sacrée de civilisation ; et que les garanties de l'accomplissement de cette mission sont incorporées à la Charte des Nations Unies et aux Accords de tutelle. "Article 76 (b) de la Charte des Nations Unies".

"Article 2 de l'Accord de tutelle pour le Territoire du Togo sous administration française". "Article 3 de l'Accord de tutelle pour le Territoire du Togo sous administration britannique".

Aux termes de l'article 5 de l'Accord de tutelle pour le Territoire du Togo sous administration britannique, l'Autorité chargée de l'administration aura pleins pouvoirs de législation, d'administration et de juridiction dans le Territoire et l'administrera conformément à ses propres lois, comme partie intégrante de son territoire, sous réserve des modifications que les conditions locales pourraient exiger ; néanmoins, ces dispositions sont d'une portée restreinte et valides sous réserve que leur exécution soit en conformité des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et de l'Accord de tutelle - Article 76 (b) de la Charte des Nations Unies - "Article 6 de l'Accord de tutelle..."

IL Y A EU VIOLATION DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES  
ET DES ACCORDS DE TUTELLE

Le Gouvernement britannique a commis une violation de la Charte des Nations Unies et de l'Accord de tutelle, dont il était co-signataire, dans les circonstances suivantes : lorsqu'il a donné intentionnellement, délibérément, et en toute connaissance de cause, l'autorisation administrative et la possibilité matérielle de traverser la frontière internationale et de pénétrer dans le Territoire sous tutelle au Convention People's Party, parti politique de la colonie de la Côte de l'Or, ce parti ayant pour seul but de se livrer à des activités visant à empêcher la réalisation des objectifs dont il est précédemment fait mention, et à favoriser la colonisation du Territoire sous tutelle.

A. Article 3 de l'Accord de tutelle.

B. Principe fondamental du trust.

"Un administrateur légal est tenu en conscience d'administrer les biens qu'il gère pour le compte d'autrui, de manière strictement conforme aux dispositions du document juridique constitutif du trust. Ce faisant, l'administrateur est tenu en conscience de faire abstraction de ses intérêts personnels et d'empêcher qu'ils n'entrent en conflit avec les intérêts des personnes pour le compte desquelles il gère".

Les Autorités chargées de l'administration se sont rendues coupables d'actes d'agression contre la population du Togo lorsque, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des Accords de tutelle, elles ont instauré dans la zone française du Togo un régime de terreur, et ont abusé de leurs fonctions officielles, et de l'influence attachée à ces fonctions, pour contraindre les habitants des Territoires sous tutelle à l'annexion et à l'absorption.

Les unions administratives, telles que les ont créées les Autorités chargées de l'administration, et les objectifs que l'on tente d'atteindre par ces unions contreviennent aux dispositions de l'article 6 de l'Accord de tutelle pour le Togo sous administration britannique et des articles 4 et 5 de l'Accord de tutelle pour le Togo sous administration française; interprétés à la lumière des dispositions de l'article 76 (b) de la Charte des Nations Unies, ces articles indiquent sans ambiguïté que les Territoires sous tutelle n'ont jamais été destinés à être transformés en possessions coloniales des Autorités chargées de l'administration - ils montrent également que les unions administratives dont il est fait mention dans l'Accord ne sont pas du type de celles qu'ont établies les Autorités chargées de l'administration. Toutes les organisations représentant le "Mouvement pour l'Unification", et tous ses chefs, sont natifs du Togo et ont leur domicile dans le Territoire sous tutelle. Le Mouvement pour l'Unification représente les aspirations naturelles et les vœux réels de la population des Territoires sous tutelle. Le Mouvement pour l'Unification représente les aspirations naturelles et les vœux réels des habitants des Territoires sous tutelle, qui, actuellement séparés, désirent être unis. Ce mouvement découle logiquement des dispositions de la Charte des Nations Unies et des Accords de tutelle.

Que le Unification Movement (Mouvement pour l'Unification) représente bien les aspirations naturelles et les vœux réels, sans déformation aucune, de la population - la preuve en est fournie par le rapport de la première Mission de visite, qui était venue avant que ne soient commis les actes illégaux mentionnés ci-dessus.

Le statut légal des Territoires sous tutelle du Togo a ses fondations dans la Charte des Nations Unies et les Accords de tutelle. - Articles 75 et 77 de la Charte des Nations Unies et Accords de tutelle, tels qu'ils ont été adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 13 décembre 1946.

Il existe, pour les Territoires sous tutelle, un statut spécial et des dispositions qui les distinguent des possessions coloniales des Autorités chargées de l'administration. Ce sont les articles 6, 8, 9 et 16 de l'Accord de tutelle et l'Article 76 de la Charte des Nations Unies.

Les activités du Convention People's Party dans le Territoire sous tutelle du Togo constituent des actes d'agression directs, illégaux et subversifs accomplis contre le peuple du Togo auquel la Charte des Nations Unies a conféré un statut international distinct. Les activités des membres et des dirigeants des sections du C.P.P. au Togo sont contrôlées, dirigées et financées par l'organisation mère de la Côte de l'Or. Pour cette raison, les membres du C.P.P. au Togo n'agissent pas librement; leurs désirs et leurs vœux ne représentent pas les désirs et les vœux véritables et librement exprimés de la population du Togo.

La preuve en est qu'on a incité plusieurs partisans togolais du Unification Movement à trahir les vœux réels et les désirs librement exprimés de la population de leur pays en leur offrant de l'argent, des avantages, des situations politiques et autres.

M. F.Y. Asare, un des anciens dirigeants du Unification Movement, qui a fait partie de la délégation du Togo à l'Organisation des Nations Unies en 1949, en offre un exemple frappant; depuis, on lui a donné de l'argent et on l'a persuadé de se retirer du Unification Movement. Pour le récompenser, on l'a nommé ministre du Gouvernement actuel de la Côte de l'Or; il reçoit un salaire élevé et bénéficie d'avantages financiers et autres. Il est maintenant l'un des dirigeants et des partisans les plus puissants de la C.P.P. au Togo et l'un de ceux qui demandent avec le plus de force l'annexion du Togo à la Côte de l'Or.

Le Premier Ministre de la Côte de l'Or se rend fréquemment dans diverses parties du Territoire sous tutelle (parfois seul, parfois en compagnie du Gouverneur) pour faire de la propagande en faveur de l'annexion. La puissante organisation de propagande politique du C.P.P., qui bénéficie de l'appui du

Gouvernement britannique et que finance la Côte de l'Or, ne cesse de se livrer, contre les Togolais, à des attaques déloyales. Par suite des actes dont nous nous plaignons ici, les signataires de cette pétition perdent peu à peu tout pouvoir de défendre tous les droits, sécurités et protections que le régime international de tutelle garantit aux pétitionnaires.

Les pétitionnaires se heurtent à de nombreuses difficultés, créées artificiellement, qui les placent dans une situation inégale et leur enlèvent les moyens de s'opposer à ces actes d'agression qu'aucune provocation ne justifie. Le C.P.P. représente le parti au pouvoir, il dispose de fonds illimités et peut nommer des Togolais aux postes où on se sert utilement d'eux pour gagner la population du Territoire sous tutelle à la cause de l'annexion, alors que les pétitionnaires manquent absolument de fonds et ne peuvent, de ce fait, répondre par le minimum de mesures nécessaires pour défendre leur cause.

#### PRESSIION ECONOMIQUE DELOYALE EXERCEE SUR LES PETITIONNAIRES

La plupart des pétitionnaires sont des exploitants agricoles qui vivent de la production du cacao. Depuis 1939, le Gouvernement de la Côte de l'Or exerce un monopole sur la vente et la commercialisation des graines de cacao dans toute la Côte de l'Or et le Territoire sous tutelle.

Le prix payé aux pétitionnaires pour les graines de cacao récoltées dans les exploitations agricoles qui sont la propriété exclusive des producteurs du Territoire sous tutelle sont des prix minimums, arbitrairement fixés par le Gouvernement. Il existe des marges bénéficiaires élevées entre le prix minimum arbitrairement fixé auquel on paie les graines de cacao aux producteurs et les prix mondiaux que le Gouvernement obtient par application de ce système. Le Gouvernement de la Côte de l'Or maintient cette marge de bénéfices. Jusqu'à présent, il n'existe pas, à la connaissance des pétitionnaires, de système permettant d'évaluer les bénéfices réalisés sur le cacao produit dans le Territoire sous tutelle.

Le prix minimum arbitrairement fixé que l'on a mentionné ci-dessus et que l'on paie aux producteurs leur permet tout juste de couvrir les frais de production et de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. La conséquence

directe de cette situation est que les pétitionnaires manquent absolument de fonds, ce qui leur enlève tout moyen de défense contre cette agression que ne justifie aucune provocation.

Grâce au système de monopole et de commercialisation du cacao dont il a été question plus haut, on a complètement privé les pétitionnaires de l'unique moyen d'acquérir les capitaux qui leur permettraient de mettre sur pied une affaire, un fonds de commerce ou une entreprise permise par la loi. Le plan d'asphyxie économique, soigneusement élaboré, qui vise à priver les pétitionnaires des avantages d'une économie libre, fondée sur la concurrence, est présenté par le Gouvernement comme un moyen de créer une réserve de fonds qui permettra de parer à une baisse future des prix du cacao.

Ce système tend à priver le pays de capitaux indépendants et d'une économie libre qui donnerait aux habitants du Territoire la possibilité de développer des entreprises privées, commerciales ou autres; il tend à donner à la Grande-Bretagne le monopole des affaires et du commerce, ce qui est contraire à l'article 9 de l'Accord de tutelle.

LE CONSEIL DE TUTELLE ET LA DEUXIEME MISSION DE VISITE N'ONT PAS REMPLI  
ET, PEUT-ETRE, ONT REFUSE, D'ACCOMPLIR LEUR DEVOIR

Les signataires de la présente pétition avaient espéré que le Conseil de tutelle et la Mission de visite se feraient les défenseurs des habitants des Territoires sous tutelle; mais les événements qui se sont déroulés depuis 1950 leur ont donné la conviction que le Conseil de tutelle et la Mission de visite sont complètement sous la domination des Autorités chargées de l'administration.

Lorsque les hommes du C.P.P. ont passé la frontière internationale qui sépare le Territoire sous tutelle du Togo britannique de la colonie de la Côte de l'Or, leur but était d'annexer le Territoire sous tutelle par la force; ils se sont ainsi livrés à un acte d'agression, violant les principes fondamentaux du trust sur lesquels est fondé le régime international de tutelle. Comme les documents de l'Organisation des Nations Unies peuvent en témoigner, le Conseil de tutelle a été informé de ces actes d'agression et la Mission de visite a été

témoin de certains d'entre eux lorsqu'elle se trouvait sur les lieux. Mais le Conseil de tutelle ne les a pas reconnus, n'a pas voulu les reconnaître comme des actes d'agression et il s'agissait bien de la part du Conseil de tutelle d'une abstention, d'un refus délibéré, tendant à assister les Autorités chargées de l'administration dans leurs efforts pour créer un état de confusion leur permettant de trouver une justification pour continuer à conserver les Territoires et finalement les annexer.

Le Conseil de tutelle s'applique à justifier les actes illégaux accomplis par les Autorités chargées de l'administration, en les recouvrant du vocable de "questions politiques". C'est pourquoi les signataires de la présente pétition ont perdu foi et confiance dans le Conseil de tutelle.

#### IL FAUT REMEDIER AUX INIQUITES ACTUELLES

Les signataires de la présente pétition sont sincèrement persuadés qu'il est possible de résoudre la question togolaise mais que cette solution ne peut être trouvée ni dans un plébiscite ni dans un simple comptage des voix. La politique agressive et illégale que les Autorités chargées de l'administration ont menée et que le Conseil de tutelle a encouragée, a créé des conditions anormales dans les Territoires sous tutelle. La pression gouvernementale, l'intimidation, le favoritisme, le règne de terreur et une fausse propagande ont privé la population de la liberté fondamentale d'action qui est indispensable à un peuple pour exprimer ses véritables vœux et pour savoir reconnaître ses véritables intérêts.

Il est souhaitable de chercher une solution dans une modification de l'Accord de tutelle. La politique d'agression, d'égoïsme et d'hypocrisie menée jusqu'ici doit faire place à l'honnêteté et à la justice, ainsi qu'au respect des droits de tous les peuples et des engagements pris dans les traités internationaux. Il faut voir la question togolaise en la considérant du point de vue historique. Il faut revenir aux principes fondamentaux énoncés dans l'article 22 du Pacte de la Société des Nations et réaffirmés dans la Charte des Nations Unies et dans les Accords de tutelle. Il faut déclarer une fois pour toutes que les

pays libres ne permettront pas que l'on viole les droits des habitants des Territoires sous tutelle et les traités internationaux qui leur garantissent la liberté de disposer d'eux-mêmes et le droit à l'indépendance.

Il faut mettre fin aux actes d'agression et aux iniquités dont nous nous plaignons. Il faut que les principes de la Charte qui garantissent l'évolution progressive vers l'autonomie et l'indépendance restent le but primordial à atteindre. C'est en cherchant des solutions là où il existe des points de désaccord que l'on trouvera le moyen d'atteindre ce but.

Les signataires de la présente pétition estiment que si le Conseil de tutelle continue de poursuivre sa politique actuelle, les droits que la Charte des Nations Unies et les Accords de tutelle leur confèrent pour leur permettre d'arriver à l'autonomie et à l'indépendance ne seront pas respectés et que leur Territoire actuellement sous tutelle restera une colonie. C'est pourquoi :

1. Ils déclarent que la nature du problème togolais n'est pas seulement politique et qu'il ne peut pas être réglé par un simple comptage de voix ou d'après des aspirations populaires créées artificiellement et par contrainte.

2. Ils estiment que le problème implique une violation des droits fondamentaux du peuple togolais et qu'il ne pourra être résolu qu'en réglant la question du respect de ces droits - dans le présent et dans l'avenir - tels qu'ils ont été définis et garantis par la Charte des Nations Unies.

3. Ils déclarent que la puissance et l'influence des Autorités chargées de l'administration et l'ingéniosité de leur politique sont telles que les pétitionnaires se trouvent dans une situation d'impuissance et d'infériorité trop grandes pour pouvoir réagir.

4. Ils demandent respectueusement que, dans l'intérêt de la justice et de la morale, l'Organisation des Nations Unies soumette la question, dans son aspect juridique, à la Cour internationale de Justice pour qu'elle rende un jugement et que l'Organisation leur apporte toute autre aide qu'elle estimera juste et équitable dans les circonstances.

5. Ils demandent, en raison des changements constitutionnels qui vont intervenir dans la colonie de la Côte de l'Or et à la suite desquels les affaires de la Côte de l'Or ne seront plus régies par le Gouvernement de Sa Majesté du



Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ce qui aura en même temps pour résultat que le Togo sous administration britannique ne pourra plus être administré comme partie intégrante de la Côte de l'Or, que l'on crée d'urgence un Cocoa Marketing Board (Comptoir du Cacao) indépendant pour le Territoire sous tutelle du Togo, cet organe devant fonctionner avant que le Togo ne cesse d'être administré comme partie intégrante de la colonie de la Côte de l'Or, afin que la quantité totale de cacao qui revient au Territoire sous tutelle puisse être évaluée correctement avant cette date.

Fait à Hohoe, le 28 juillet 1953.

Je soussigné, certifie que la pétition ci-dessus a été lue et traduite par moi-même aux signataires, qui en ont parfaitement compris le sens avant d'y apposer leur signature devant moi :

pour le Secrétaire général du Togoland Congress

A.K. ODAM.

Nana John K. Amanie  
Président du Togoland Congress  
(a apposé sa marque)

Nana Salomon K. Adjei  
Président de la Togoland Farmers Union  
(a apposé sa marque)

A.K. Senoe  
Président de la Togoland Union

A. Dankwa  
Président de la Togoland Youth Association.

-----